

LA CONSTRUCTION PROGRESSIVE DE LA STRATÉGIE DU PSU ENTRE 1960 ET 1968

(*et sa mise en œuvre en Mai 1968*)

Bernard Ravenel

Merci à la fondation Gabriel Péri de m'avoir invité pour évoquer le rôle et la place du PSU dans le mouvement de 68.

Pour trois raisons : la première parce que c'est l'occasion d'une mise au point historique qui me paraît utile car peu connue, la seconde parce que j'ai vécu pleinement ce moment politique comme militant de base et qu'en écrivant l'histoire du PSU j'ai tenté de resituer cet événement dans l'histoire générale de ce parti écrite 40 ans après..., la troisième enfin parce que cette invitation m'a obligé à une approche plus exigeante et rigoureuse susceptible de mieux inscrire le moment considéré -Mai 68 - dans la durée et ainsi de repenser l'évènement lui-même...

Comment en effet un historien, de formation marxiste de surcroît, peut rendre compte de l'évènement extraordinaire sans s'interroger sur ses causes profondes sans lesquelles l'histoire n'est qu'un récit quasi intemporel, a-historique précisément, déconnecté de toute racine et qui ne permet pas une connaissance rationnelle susceptible de l'appréhender en profondeur et de lui donner un sens? Mai 68 n'est pas seulement une mémoire historique reconstituée de ce qui s'est passé à ce moment-là, il n'est pas une mémoire sans Histoire, sans histoire longue, il est le produit d'un champ de forces sociales, politiques et culturelles qui doivent être précisées et définies en tant que sujets historiques et collectifs insérés de longue date dans la société française.

Il a fallu attendre 2008, 40 ans après, l'essai de Michèle Zancarini-Fournel, *Le Moment 68. Une histoire contestée*, pour qu'enfin Mai 68 entre dans l'histoire.

M'est alors revenu à l'esprit le cas de la Révolution française et la façon dont elle est devenue objet d'histoire.

La référence première pour moi c'est le travail de l'historien Ernest Labrousse qui fut mon professeur à la Sorbonne et qui, voulant traiter des causes profondes de la Révolution de 1789, nous présentait ses travaux sur « le mouvement des prix et des revenus en France au 18^e siècle » insistant sur les crises de subsistances liées à la « cherté des grains ». Tout cela nous transportait vers les temps longs chers à Braudel et transformait notre vision de l'histoire de la Révolution. Sans oublier le poids du mouvement des idées du siècle des Lumières qui a donné au mouvement social sa dynamique historique et politique.

Cet héritage méthodologique nous oblige à revisiter 68, à le repenser dans une temporalité plus longue. En partant bien entendu de la remise en cause de toute conception finaliste, téléologique, de l'histoire pour repenser la révolution, le concept de révolution, ce qui permet d'en retrouver, d'en comprendre, toute la complexité, son ambivalence qui ouvre le champ du possible comme avenir mais dont l'issue se situe au niveau de la décision politique. C'est dans la décision politique que l'histoire se fait et se tranche, démontrant le primat de la politique sur l'histoire... En 1968 c'est De Gaulle qui a tranché...

Avec l'intitulé de notre table ronde qui « interpelle la politique » pour comprendre Mai 68, je vais donc évoquer l'évolution de mon organisation politique, le PSU, dont les historiens sérieux s'accordent sur le fait qu'il a joué un rôle significatif dans le « Mouvement »... Tout en restant convaincu de l'importance des temps longs je serai amené à rester dans les temps courts - à peine une décennie -1960-1968, à la mesure de l'existence même du PSU qui s'est constitué en 1960. J'essaierai de traiter de sa stratégie politique telle qu'elle s'est construite progressivement au cours de cette décennie et qui lui a permis d'être un acteur de premier plan dans ce moment politique.

Une stratégie de transition pour le socialisme en France

En 1960 se crée avec le PSU un nouveau parti socialiste en réaction aux graves insuffisances de la gauche historique (SFIO, PCF) face à la guerre d'Algérie, mais aussi en opposition frontale au régime gaulliste récent considéré comme l'expression politique du néo-capitalisme qu'il faut identifier comme tel. Sa Charte fondatrice fixe sans ambiguïté la raison d'être du Parti : rassembler les travailleurs manuels et intellectuels pour la conquête du pouvoir en vue de créer une société socialiste. Le socialisme pour lui n'est pas seulement une nouvelle et rationnelle organisation économique, il tend à modifier les rapports sociaux et à introduire en même temps qu'une réelle démocratie économique à tous les échelons de la production la plus complète démocratie politique dans tous les rouages de la société. Ce qui signifie qu'à ses yeux il n'existe alors aucun pays socialiste dans le monde.

Le PSU s'attache particulièrement à bien maîtriser les mutations du système capitaliste de production et leurs conséquences sur la condition et les aspirations des bases sociales ouvrières et paysannes. Il s'agit avant tout de mieux interpréter l'évolution du syndicalisme ouvrier et paysan en particulier dans les milieux chrétiens mais pas exclusivement. Confronté au monde étudiant, le PSU, du fait de son action pendant la guerre d'Algérie, joue souvent un rôle dirigeant à l'UNEF et accorde une grande place politique et même théorique à la réflexion sur le monde étudiant et son statut social.

Dans ce contexte le PSU entame dès que possible la construction de sa stratégie pour le socialisme en France qui passe par l'élaboration d'un programme de transition et par la définition du bloc social et politique réunissant syndicats et partis se réclamant du socialisme et à même de le mettre en œuvre, ce qu'il appelle le *Front socialiste* qui serait en quelque sorte le sujet historique de la transformation sociale à venir.

Dès mars 1962, au moment même où se termine la guerre d'Algérie, se tient un colloque sur la planification démocratique organisé par la CFTC et qui débat sur la signification du Plan et sur la participation syndicale. Pierre Mendès-France conclura sur les conditions politiques de la planification. Dans les semaines qui suivirent ce fut une confrontation sévère entre la direction du PSU et PMF - lequel en était membre tout en n'y ayant aucune responsabilité - La rupture eut lieu en juin et porta sur la conception du programme de transition : PMF ne proposait que quelques objectifs immédiats, le PSU un programme d'ensemble...

En 1963 la grève des mineurs fut l'occasion de mettre en œuvre la stratégie de Front socialiste en soutenant les revendications unitaires des mineurs mais aussi en posant la question de l'avenir des Charbonnages et des choix énergétiques.

A partir de 1964 les effets de la politique économique et sociale du pouvoir gaulliste (fléchissement de l'emploi, réduction d'horaires et aggravation des inégalités des revenus et entre les régions (Bretagne, Lorraine, Nord) produisent un malaise social profond. Une multiplicité d'actions dans le secteur public amène la constitution d'un front syndical CGT-CFTC enclenchant une dynamique qui connaît son apogée avec une grève massive le 11 décembre et l'ouverture d'une discussion entre toutes les forces de gauche y compris sur le plan programmatique. Le PSU - qui a élaboré un *contre-plan* se présentant comme un changement complet de politique économique - s'est imposé comme un interlocuteur incontournable. Pourra-t-il faire avancer la problématique centrale de la gauche, celle d'une politique économique orientée sur une autre logique sociale ? Dans la bataille qui s'annonce, le PSU peut espérer disposer d'une nouvelle carte : la CFDT

En effet l'affirmation politique de cette organisation de masse qui vient de réussir sa déconfessionnalisation modifie sensiblement le rapport des forces dans le mouvement ouvrier à la fois sur le plan syndical et politique, ce dont le PSU entend bénéficier.

La dynamique politique se confirme par la mise en ballotage de De Gaulle par Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Le PSU, trouvant l'homme et son programme insatisfaisants, aurait bien sûr préféré PMF comme candidat unique de la gauche ; il mènera une campagne autonome sur ses propres axes programmatiques quitte à les présenter, avec succès, dans les meetings unitaires pour le 2^e tour...

Désormais pour les législatives de 1967 l'enjeu c'est la victoire électorale de la gauche et la chute du gaullisme. Dès janvier 1966, la dynamique unitaire se trouve confortée par un accord stratégique CGT-CFDT. Le PSU veut à la fois s'insérer dans cette dynamique et faire avancer ses objectifs pour un programme commun, de gauche mais socialiste, à la hauteur des enjeux posés par la transformation d'une économie moderne vers le socialisme avec des « *réformes de structure* ». Les contacts sont établis avec le PC et la FGDS et pour renforcer sa position il est décidé, en liaison avec la CFDT, d'organiser une « rencontre socialiste » à Grenoble qui doit porter sur les éléments d'une politique socialiste pendant la période de transition dont on pense qu'elle sera très délicate. Trois rapports sont prévus : celui de Michel Rocard sur les voies de passage au socialisme, celui de Pierre Lavau sur « Le plan et le marché dans l'économie socialiste » et celui de Maurice Duverger sur « La démocratie dans l'Etat socialiste ».

Ce qui a frappé les observateurs c'est la volonté de réfléchir à la substance de certaines des difficultés connues de la gauche chaque fois qu'elle a atteint le pouvoir gouvernemental : le problème d'un gouvernement de gauche face à la fuite des capitaux et au Mur d'argent déjà dénoncé par Herriot en 1924..., la place à conserver aux règles du marché dans une économie de transition vers le socialisme, la nécessité de l'équilibre financier face aux marchés extérieurs. Le grand vainqueur de ces rencontres fut PMF alors que l'envoyé de François Mitterrand, Marc Paillet, avait été mal accueilli... Mais la révélation fut Michel Rocard. Son approche des problèmes monétaires et de l'inflation sur lesquels la gauche au pouvoir ne s'était jamais vraiment illustrée eut un réel écho. Bientôt suivi de son célèbre rapport sur la nécessité de « décoloniser la province », prenant alors en compte la crise régionale comme en Bretagne ou en Lorraine, le PSU se présente comme porteur d'une stratégie ou plutôt d'une perspective stratégique nouvelle répondant à de vrais problèmes.

A la fin de l'année 1966 un accord électoral, ébauche de programme commun minimum, est signé entre le PCF et la FGDS. Il s'agit d'être prêts pour aborder les élections législatives de mars 1967 en position de force pour gagner l'épreuve électorale. En même temps le problème du programme commun est posé pour le PSU qui entend participer aux discussions. Mais l'accord électoral FGDS-PCF reste trop limité et le PSU présente 110 candidats qui feront une campagne centrée sur la nécessité d'une autre politique économique à partir du *contre-plan*. Il n'obtient que 4 députés et le débat est lancé par Mitterrand sur l'opportunité pour le PSU d'adhérer à la FGDS. Pour le PSU la question est posée : Y-a-t-il une raison d'être du PSU au sein de la gauche ? Son rôle premier de rénovation de la gauche est-il rempli ? La réponse des militants sera claire.

En effet le climat politique créé par la perspective d'un prochaine défaite du pouvoir gaulliste et le durcissement des luttes sociales (Rhodiaceta, Berliet, Chantiers de l'Atlantique, etc, la réussite de la journée de grève du 17 mai) enthousiasment les militants. Il règne un scepticisme total sur l'impact que pourraient avoir les idées du PSU dans le cadre FGDS dominé par la SFIO et Guy Mollet. Il n'existe aucune illusion dans la capacité d'évolution théorique et pratique de la FGDS vers des évolutions clairement socialistes.

Désormais le PSU se trouve dans une conjoncture nouvelle qui articule luttes sociales et luttes politiques y compris dans l'élaboration programmatique. En même temps, à l'occasion de son Congrès en juin 1967 le PSU lance deux nouvelles thématiques qui deviennent des objectifs centraux de sa stratégie, de sa réflexion et de son action : l'urbanisme et la question féminine. Un texte développe la dimension fondamentalement politique d'un urbanisme ancré dans la perspective de l'émancipation socialiste. En effet l'urbanisme concerne l'individu dans ce qu'il a de plus profond : sa vie affective, son travail, ses loisirs et ses critères culturels. Ainsi le PSU intègre dans sa stratégie « la vie quotidienne » - ce qu'il appelait « cadre de vie » - face à la crise du capitalisme qui se double d'une crise civilisationnelle et sociétale. Le personnel est politique, dira-t-on bientôt... Autre innovation d'importance, en partie liée à la précédente, création d'une « Commission nationale des problèmes féminins » pour étudier les problèmes des femmes, le travail, la fonction sociale de reproduction, etc...

C'est dans ce contexte politique et culturel que Michel Rocard est élu secrétaire national du Parti

La défaite de la gauche aux élections législatives a rompu la perspective d'un changement politique proche. Or la dégradation de la situation économique et sociale (entre 1966 et 1967 le chômage a doublé, touchant 500.000 familles), à laquelle s'ajoute la procédure des ordonnances contre la Sécurité sociale, amène la gauche à déposer une motion de censure évidemment rejetée... C'est alors la relance du dialogue programmatique PC-FGDS le 24 février 1968 dont le PSU est exclu par décision de la FGDS...

Pour sa part le PSU, constatant l'ambiguïté et le manque de cohérence de l'accord FGDS-PCF, décide la tenue d'un Conseil national en mars 1968 consacré à l'emploi et aux luttes sociales. Préparé avec soin par le Bureau national qui a demandé aux fédérations un travail d'enquête et d'analyse à l'échelle locale en particulier sur les problèmes de l'emploi dans les départements concernés. Trois rapports sont élaborés et soumis à la réflexion des militants : « les problèmes du plein emploi » de J. Malterre, « les relations entre partis et syndicats » d'A. Béhar et « la défense des droits syndicaux » par H. Leclerc. Chargé de tirer les conclusions des débats, P. Belleville présente le contenu de l'« Adresse aux syndicats » qui sera adoptée. Il définit les axes pour une politique de plein emploi qui inclut un point essentiel : « le droit d'intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises » : « Pour qu'ils puissent contrôler par eux-mêmes l'application du Plan et ses effets dans leur entreprise, cette participation des travailleurs devrait s'exercer en priorité sur les *conditions de travail, l'embauche et les projets d'investissements* qui conditionnent l'avenir de leur emploi ». Belleville insiste enfin sur la nécessité d'une nouvelle pratique des relations entre partis et syndicats et pour une alliance sur un pied d'égalité entre partis et syndicats dans le cadre d'un Front socialiste.

Ainsi au début de l'année 1968 le PSU, par étapes, s'est doté avec son élaboration programmatique, en particulier en matière de politique économique et financière, en matière d'emploi, avec sa pratique constante d'alliances partis-syndicats de type Front socialiste, d'une stratégie de transition dépassant le vieux clivage réforme/révolution, insistant sur la nécessité de développer les groupes d'entreprises jusque-là très peu nombreux, il fait le lien entre luttes revendicatives, exigences de contrôle ou de gestion démocratique par les travailleurs et un projet de société dans laquelle les travailleurs participent directement à la gestion de l'économie.

Ce faisant, en donnant la priorité à la lutte contre la politique économique et monétaire des États-Unis – ce que la FGDS ne veut pas – et peut-être surtout, en refusant de laisser aux directions des partis le monopole de la politique, ce que ni la FGDS ni le PCF ne sont prêts à envisager, le PSU s'éloigne radicalement de la stratégie parlementaire de l'union de la gauche. C'est ce qui se manifesterait au cœur du mouvement de Mai 68.

Le moment étudiant

Au moment du déclenchement du Mouvement le 3 mai les étudiants du PSU dirigent l'UNEF. Celle-ci, depuis la guerre d'Algérie, a derrière elle un patrimoine de luttes, d'expériences et de réflexions souvent menées en commun avec tout ou partie du mouvement syndical ouvrier et universitaire. Une pratique d'alliances de type Front socialiste s'était forgée dans la lutte unitaire contre la « sale guerre ».

Après cette guerre l'UNEF animée par les ESU s'affermirait comme mouvement syndical et met à l'ordre du jour la question du « travail étudiant » et de son utilité sociale ; elle met en avant la notion de salaire étudiant qui le reconnaîtrait comme jeune travailleur intellectuel. Face aux projets de réformes le PSU approfondit sa réflexion sur le système éducatif mis en question par les travaux de Bourdieu-Passeron. A partir des réformes proposées par le ministre Fouchet caractérisées par la sélection sociale, l'autoritarisme universitaire, la subordination de la recherche aux intérêts privés, le refus d'une culture polyvalente, le BN convoque pour juin 1968 des Assises nationales de l'enseignement.

Parallèlement l'UNEF fait partie des organisations qui en mai 67 appelleront à la journée nationale d'action contre le projet de Pompidou sur la Sécurité sociale, présence qu'elle renouvellera en décembre. La lutte étudiante, devenue sociale à franchi aux yeux du monde ouvrier ses limites corporatistes et sera présente à la grande manif du 1^{er} Mai 1968.

Deux jours après c'est la confrontation au Quartier latin, c'est l'engagement de l'UNEF - dont le lien avec le PSU est de notoriété publique - dans la mobilisation qui s'élargit ; dans la foulée, le PSU appelle à participer à la manifestation du 10 mai, qui connaît une large participation extérieure au mouvement étudiant : c'est le tournant décisif. Après la répression de la nuit du 10 mai l'UNEF, la CGT, la CFDT et la FEN (après une rencontre au siège de la CGT, sans l'UNEF) appellent à la grève générale avec des manifestations pour le 13 mai. La grève générale est lancée et le PSU s'organise pour s'insérer dans le « mouvement » et lui donner une traduction politique.

Le 17 mai une lettre d'orientation du Bureau national destinée à ses cadres propose une première analyse qui entend éviter une double erreur : « sous-estimer la portée générale des mouvements » et « surestimer les possibilités d'une issue politique à court terme et d'une évolution inévitable vers une situation directement révolutionnaire ». Dans l'immédiat les militants sont invités à accomplir trois tâches :

- « 1°- Apporter son soutien inconditionnel aux revendications des étudiants, des ouvriers et des paysans, en respectant l'autonomie des organisations représentatives (...) ;
- « 2°- Diffuser dans tous les milieux les thèmes politiques d'ensemble du mouvement dans le but de réduire tout décalage entre l'action des étudiants et des secteurs sociaux de pointe d'une part, et l'ensemble de la population d'autre part (...)
- « 3°- Approfondir le contenu politique du Mouvement, en insistant sur les thèmes communs entre les luttes étudiantes, ouvrières et paysannes c'est-à-dire essentiellement sur la contestation de l'autoritarisme et la revendication du pouvoir de contrôle direct des étudiants, des travailleurs, des citoyens, sur les décisions qui les concernent ».

En outre la note recommande de prendre contact avec les autres organisations et de créer des comités, mais met en garde contre la possible mainmise communiste.

Comme le souligne l'historien Xavier Vigna : « A mesure que le mouvement s'étend et que la contestation s'amplifie, le PSU affine ses analyses. Ce qui semble très caractéristique est sa volonté de « chevaucher le tigre », et de participer au mouvement, sans jamais prétendre ni l'incarner à lui seul, ni le diriger. Cette absence de prétention tient évidemment à sa faiblesse intrinsèque mais sans doute également à une certaine culture démocratique ».

La question du pouvoir est posée

Le 18 mai le PSU estimant que le problème du pouvoir est posé, informe par conférence de presse de la création de comités d'action populaire (CAP) sur la base du triptyque pouvoir ouvrier-pouvoir paysan-pouvoir étudiant auxquels il propose l'organisation de structures de pouvoir à la base. En même temps le PSU pose le problème des conditions d'une solution politique au niveau de l'État.

Ce même 18 mai le bureau confédéral de la CFDT publie un communiqué dans lequel il est affirmé : « A la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion » Le problème du débouché politique et donc du pouvoir est clairement posé d'autant que le PCF, par la voix de Roland Leroy membre du Bureau politique annonce le 21 mai à l'Assemblée nationale sa volonté de « substituer au pouvoir gaulliste un gouvernement populaire et d'union démocratique ». La CGT se prononce pour une négociation sociale portant sur les revendications immédiates. Deux précisions à ajouter qui permettent de comprendre la stratégie du PCF : celui-ci fait un appel à des élections et Séguy dénonce les « formules creuses : autogestion, réformes de structures »... En clair le PCF veut une négociation qui permette d'en finir vite avec la grève et ensuite aller aux élections dans le calme revenu et bénéficier des revendications immédiates obtenues. Il n'est pas question de se battre pour des « réformes de structures » mettant en cause le pouvoir et qui nécessiteraient une pression exercée par la mobilisation sociale.

Le 22 mai rencontre PSU-CFDT qui estime que « le sens profond du mouvement actuel est une mise en cause du pouvoir tant dans les entreprises et l'économie que dans l'université ». Mais un accord sur les moyens avec la CFDT pour la transformation des structures reste au stade exploratoire. A l'issue d'une rencontre CGT-CFDT ce même jour les deux syndicats se disent « prêts à de véritables négociations ». Dans un communiqué le PSU préoccupé par ce qui apparaît comme un recul de la CFDT sur les « réformes de structures » veut rappeler que l'enjeu principal reste la question du pouvoir...

Le 23 mai dans l'article central de *Tribune socialiste* intitulé « Pouvoir populaire » Michel Rocard explique que si le PSU respecte l'autonomie des syndicats,... il entend prendre ses responsabilités en proposant la définition des conditions d'une solution politique, ne se limitant ni à de simples revendications quantitatives, ni à un simple changement de gouvernement... La seule solution gouvernementale acceptable dans une option socialiste est (...) celle qui s'appuierait directement sur le mouvement social lequel n'appartient à personne et doit définir lui-même ses orientations ».

Un conflit politique direct entre le PCF et le PSU

Le 24 mai le PSU soutient une manifestation lancée par l'UNEF, le SNES-Sup et le Mouvement du 22 mars pour poursuivre la mobilisation autour des revendications politiques du mouvement. Le PCF et la CGT demandent à leurs adhérents de ne pas s'y rendre et, un peu plus tard, craignant de voir des militants CGT rejoindre la manifestation de l'UNEF, lancent à leur tour un appel à manifester le 24 mai sur un itinéraire et avec des objectifs différents. Toujours cette volonté farouche de séparer l'action étudiante et l'action ouvrière. Pour protester contre la violente répression de cette manifestation le PSU qui estime alors que seul le renversement du régime gaulliste et l'instauration d'un pouvoir au service des travailleurs peuvent répondre aux aspirations du peuple français », organise un rassemblement au stade Charléty et appelle au renforcement des comités d'action populaire. Il ne s'agit pas seulement d'une crise de gouvernement mais d'une crise de régime.

Mais il faut préparer d'urgence un programme de transition vers le socialisme qui serait proposé à PMF si une occasion d'arriver au pouvoir se présentait...et s'il pouvait obtenir l'appui de toute la gauche traditionnelle. Finalement au cours d'une réunion dans la nuit du 26 au 27 mai chez

le docteur MF Kahn, PMF n'approuve pas le programme concocté par Michel Rocard, beaucoup trop irréaliste à ses yeux. PMF viendra à Charléty sans prendre la parole et ne se posera pas comme une alternative Mais aucun dirigeant du PSU ne parlera devant cette nouvelle mobilisation syndicale alors que les ouvriers de Renault refusent le constat de Grenelle. Assiste-t-on à un nouveau départ de la mobilisation ou au contraire à sa fin probable ? En fait deux stratégies s'affrontent : celle du PC qui veut conclure un accord pour arrêter le mouvement et engranger les acquis dans une éventuelle élection qu'il estime probable, celle du PSU qui veut articuler mobilisation sociale et objectifs programmatiques de réformes de structures impossibles à atteindre à froid car se situant dans une logique de remise en cause du pouvoir capitaliste, en clair de transition vers le socialisme.

De ce bras de fer il faut connaître l'attitude et le comportement du PCF. Je ne peux ici que vous reporter à ce qu'en a écrit Roger Martelli dans son dernier ouvrage consacré au PC et Mai 68, en particulier dans le chapitre intitulé : « Union de la gauche ou rien ».

De fait deux conceptions stratégiques du débouché politique se sont affrontées tout au long de ce mouvement et particulièrement à partir du 24 mai : d'un côté la voie démocratique et parlementaire dans le cadre du régime, de l'autre un gouvernement de transition capable de rendre la parole au peuple pour assurer un changement de régime et des réformes de structures. Mais les forces sociales et politiques semblaient hésiter pour l'imposer face au PC et à la CGT qui n'en veulent pas, en particulier en refusant la formule Mendès-France qui avait plusieurs atouts dans son jeu : il était le seul homme politique que puisse tolérer le mouvement révolutionnaire ; il était poussé par la CFDT, il avait négocié avec la FGDS

Pour ma part, et avant de discuter des raisons complexes de l'échec de l'« alternative socialiste » je me contenterai de citer la réflexion de Marc Heurgon, de celui qui fut le stratège du PSU pendant tout le mois de Mai. C'était dans le cadre d'une interview dans *Tribune socialiste* en 1978, 10 ans après, qu'il précise ce qu'était alors l'analyse du PSU : »Il ne s'agissait pas de faire la révolution, il s'agissait de remplacer De Gaulle par un gouvernement démocratique, et cela ne pouvait pas se faire sans le concours du PCF. La véritable question est donc : les communistes ont-ils envisagé une telle formule de remplacement du régime, dans les derniers jours de mai ? Ils ont toujours prétendu que non. Mais qu'on pense aux cris de « Pouvoir populaire » lors de la manifestation de la CGT, le 29 mai, à laquelle nous avons fait la bêtise de ne pas appeler à participer. Pour moi, pendant toute cette période, le P.C a eu deux fers au feu. Il a pensé à accepter une formule de remplacement du régime, à condition d'y tenir une place suffisamment importante et de contrôler l'opération. Quand il a estimé qu'il n'avait pas de garanties suffisantes de ce côté, il a choisi de faire le jeu du régime ».

Aujourd'hui je crois que le livre de Roger Martelli apporte des éléments de réponse très importants à cette question. En tout état de cause le PSU était trop faible par rapport au PC pour peser suffisamment pour mettre en cause le régime.

En même temps Mai 68 a démontré que le PC n'a jamais envisagé une issue socialiste démocratique en France quitte à s'y opposer quand elle semblait possible.